

Mbalam

Le projet minier avance
et se dessine comme moteur
de croissance du Cameroun

Pages 8 & 9



Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 259 du 09 décembre 2025 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES
DU PAYS

Informers pour apporter des solutions

Editorial
Législatives 2026 :
le Cameroun face
à son tournant
historique

Page 2



Kanguka 2025
au Bénin
Une campagne d'éveil
marquée par la présence
de Samuel Eto'o

La vague spirituelle Kanguka qui guérit les coeurs brisés s'est tenue à Zinvié au Bénin dans un village loin de Cotonou. La présence inattendue de Samuel Eto'o a été plus que symbolique.

Pages 4 & 5

Decès de Georges Anicet Ekane
Entre émotion publique
et polémique politique :
Paul Atanga Nji
brise le silence

Dans un climat chargé d'émotion où se mêlent indignation, tristesse et lectures partisans, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a choisi de sortir de sa réserve au lendemain du décès en détention de Georges Anicet Ekane, figure emblématique de la scène politique camerounaise. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision de la Présidence de la République, il livre un récit dense, parfois personnel, toujours tranchant, entendant "rétablir les faits" face à ce qu'il qualifie "d'amalgames persistants".

Retour sur une accusation infondée "d'assassinat" d'Anicet Ekane visant Paul Atanga Nji.

Pages 6 & 7



1ères Journées Portes Ouvertes
L'Hôpital Général de Yaoundé offre
des consultations et dépistages gratuits

L'opération qui se déroule du 08 au 10 décembre 2025 à l'esplanade de l'Hôpital Général de Yaoundé s'inscrit dans la nouvelle dynamique de l'innovation impulsée par le Pr Noël Emmanuel Essomba, Directeur Général de l'HGY, pour renforcer la confiance du public avec cette institution sanitaire de référence.

Pages 10, 11 & 12

Editorial

Législatives 2026 : le Cameroun face à son tournant historique

Par Victor NDOKI

Le Cameroun avance vers les élections législatives de 2026 dans un climat politique qui n’a jamais été aussi chargé d’espoir, de tension et de possibilités. La présidentielle récemment remportée par le Rdpc avec un score à peine suffisant de 53,66 % n’a pas seulement révélé une montée spectaculaire du scepticisme populaire envers le pouvoir. Elle a mis en évidence une soif profonde de renouveau, une volonté collective de tourner la page d’un cycle politique qui semble désormais toucher à sa limite.

Ce chiffre — 53,66 % — est devenu plus qu’un résultat. C’est un symbole, celui d’un parti fragilisé, d’un pays qui s’interroge, d’un peuple qui aspire à autre chose. Et c’est précisément de cette fissure historique que peut jaillir la plus grande recomposition politique du Cameroun moderne : une alternance qui commencerait, non par le sommet, mais par le bas, par le Parlement, par l’Assemblée nationale.

Une majorité parlementaire de l’opposition : ce n’est plus un rêve, c’est une équation

L’idée d’une opposition majoritaire à l’Assemblée nationale aurait autrefois prêté à sourire. Aujourd’hui, elle s’impose comme une possibilité sérieuse — peut-être même probable — si les différentes forces alternatives savent saisir le moment. Le peuple camerounais, en votant de manière si serrée lors de la présidentielle, a envoyé un message limpide : *«Nous voulons du changement. Nous ne voulons plus d’un système figé, fermé, satisfait de lui-même.»*

Ce message ouvre la voie à une redistribution des cartes au Parlement. Pour la première fois depuis longtemps, l’opposition peut espérer :

- remodeler l’Assemblée ;
- réviser les lois ;
- rééquilibrer les institutions ;
- et surtout préparer, méthodiquement, les conditions d’une alternance à la tête de l’État.

Ce serait un basculement politique majeur, un phénomène comparable aux grands virages démocratiques observés ailleurs sur le continent.

1992 : le précédent qui doit servir de leçon

Ce moment, nous l’avons presque vécu en 1992. Le Cameroun était à

un point d’inflexion similaire. Le vent du renouveau soufflait dans tout le pays. L’opposition tenait une occasion historique de transformer la ferveur populaire en véritable pouvoir législatif. Mais l’histoire s’en souvient douloureusement : des arrangements contre nature, des concessions inexplicables, des trahisons politiques ont étouffé dans l’œuf ce qui aurait pu être la première grande alternance démocratique du Cameroun. Le peuple avait parlé. Ses leaders, eux, avaient bafoué la parole des urnes. Ce rendez-vous manqué continue de hanter la mémoire collective. Et il ne doit — sous aucun prétexte — se reproduire en 2026.

2026 : l’heure de la discipline, pas des egos

L’opposition a aujourd’hui une responsabilité qui dépasse de loin ses intérêts partisans : elle porte la possibilité historique de redonner sens à l’action politique. Mais cela exige une rupture nette avec les vieilles pratiques :

- les guerres d’ego,
- les excès de personnalisation,
- les alliances improvisées à la dernière minute,
- les stratégies floues,
- les discours sans plan d’action.

Le moment impose de la rigueur, de la méthode, une stratégie pensée sur le terrain et non dans les salons, une organisation structurée et non des coalitions de façade. Il ne s’agit plus de divertir, de s’agiter sur les réseaux sociaux ou de multiplier les déclarations fracassantes. Il s’agit d’exister politiquement dans le pays réel.

La population, elle, n’attend plus des slogans : elle attend des résultats, un cap, une force capable de transformer une colère sourde en alternative crédible.

Le Parlement, clef de voûte de l’alternance

Si l’opposition remporte une majorité en 2026, le Cameroun changera profondément de dynamique

institutionnelle. Une vraie majorité alternative à l’Assemblée :

- pourra réformer les lois électorales ;
- pourra encadrer plus strictement l’action gouvernementale ;
- pourra rétablir l’équilibre des pouvoirs ;
- pourra renforcer l’indépendance des institutions ;
- pourra créer les conditions d’une alternance présidentielle enfin normale.

C’est au Parlement que se décide la respiration démocratique d’un pays. C’est là que se construit la République. C’est là que les grandes transitions se préparent.

Le peuple veut changer. La balle est désormais dans le camp de l’opposition

La réalité est simple : le peuple a parlé à travers les urnes. Il a exprimé sa lassitude. Il a exprimé sa détermination. Il a exprimé son envie de tourner la page. La question, aujourd’hui, n’est plus de savoir si le Cameroun veut le changement. Il l’a déjà affirmé. La question est de savoir si l’opposition sera capable de se hisser au niveau du moment historique. La balle n’est plus dans le camp du peuple. Elle est dans celui des partis politiques, de leurs leaders, de leur sens de l’histoire.

Le Cameroun ne doit pas man-



quer ce rendez-vous

Les législatives de 2026 sont peut-être la dernière grande chance d’ouvrir une transition pacifique, rationnelle, structurée. L’histoire ne pardonne pas les occasions gâchées. Elle ne pardonne pas les hésitations. Elle ne pardonne pas les divisions inutiles.

Le Cameroun se tient aujourd’hui au bord d’une bifurcation décisive : un Parlement renouvelé, audacieux, capable de reconstruire les bases d’un nouvel avenir ou un statu quo prolongé par l’incapacité des forces alternatives à s’entendre. Le changement est à portée de main. Mais il exige un effort inédit, un sursaut, un engagement total.

À l’opposition camerounaise de démontrer, une fois pour toutes, qu’elle peut être plus qu’une addition de partis : une force historique, capable de répondre à l’appel du peuple et de préparer l’alternance tant attendue. La distraction doit cesser. Le sérieux doit commencer. 2026 ne pardonnera pas les erreurs.

C’est maintenant que tout se joue.

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication

Victor NDOKI

e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO

(Cell. 694.17.54.02)

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE

(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA

Henri MEKANA

Henri Donatien AYANG

Alex BEMA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ Journée internationale des personnes en situation de handicap

La Cdhc préoccupée par la persistance des discriminations

La Commission des Droits de l'Homme du Cameroun l'a fait savoir à travers une déclaration rendue publique le 3 décembre 2025. Cette journée a été placée sous le thème :
«*Innovation pour l'inclusion : construire ensemble des communautés inclusives.*»

La Commission accueille favorablement le thème retenu cette année par les Nations Unies, à savoir Favoriser des sociétés inclusives pour les personnes handicapées afin de stimuler le progrès social. Ce thème réaffirme l'engagement des dirigeants mondiaux – réunis lors du deuxième Sommet mondial pour le développement social – à construire un monde plus juste, plus inclusif, plus équitable et plus durable. Il réaffirme aussi leur conviction que les progrès en matière de développement social dépendent de l'inclusion de tous les segments de la société, y compris les groupes vulnérables et les personnes qui les composent, les enfants y compris.

La Commission note que le thème mondial 2025 de la Journée internationale des personnes en situation de handicap est en consonance directe avec le thème retenu par le Cameroun, à savoir Innovation pour l'inclusion : construire ensemble des communautés inclusives. Le second traduit, à l'échelle nationale, l'ambition onusienne de transformer structurellement les sociétés pour intégrer pleinement les personnes en situation de handicap dans tous les domaines de la vie sociale, économique et culturelle, en mettant l'accent sur les solutions concrètes – innovations technologiques, aménagements urbains, dispositifs éducatifs, pratiques administratives et initiatives sociales – permettant de passer de la vision globale à l'action locale concrète.

La Commission salue les efforts des pouvoirs publics et de leurs partenaires visant à intensifier la promotion de l'inclusion et la participation des personnes en situation de handicap, notamment à travers l'organisation, du 25 au 26 juin 2025 à Yaoundé, Région du Centre, d'une campagne d'implantation gratuite de prothèses auditives par le ministère de la Défense



(MINDEF), en partenariat avec la Starkey Hearing Foundation. Cette action d'inscrire dans le cadre des actions au profit des militaires et des civils souffrant de problèmes d'audition.

La Commission salue les actions des OSC avec lesquelles elle collabore visant à améliorer les conditions de vie ainsi que l'accès des personnes en situation de handicap à un monde inclusif, principalement l'organisation, le 8 juillet 2025 à Yaoundé, d'un Atelier sur la vulgarisation des textes et des lois en faveur des personnes en situation de handicap par le Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun (CJARC), en partenariat avec la CDHC, le MINAS et le ministère de l'Éducation de base (MINEDUB). Un atelier qui a permis de renforcer la connaissance, l'appropriation et la diffusion des textes juridiques en faveur des personnes en situation de handicap auquel 102 personnes au total ont participé dont un sourd muet, deux personnes en situation de handicap moteur ainsi que 69 déficients visuels.

La Commission note que, selon le dernier Rapport mon-

dial sur le handicap publié conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale en juin 2011, les personnes en situation de handicap constituent la minorité la plus représentative de la population mondiale, soit 15 %, dont un enfant sur dix et une

femme sur cinq, d'après les données désagrégées publiées en 2022 par le Bureau central des recensements et des études de population (BUCREP) sur la base du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH). Le Cameroun, dont la population nationale était alors chiffrée à 24 910 305 habitants, comptait 3 736 548 personnes en situation de handicap, soit 373 656 enfants et 1 868 274 femmes.

La Commission demeure vivement préoccupée par la persistance de discriminations dans l'accès à l'éducation (en particulier la rareté des manuels scolaires en braille), à l'emploi et aux soins de santé pour les personnes vivant avec un handicap ; des discriminations qui affectent de manière disproportionnée les enfants en situation de handicap, spécialement en milieu rural.

La Commission relève que, sur les 220 recommandations acceptées par l'État à l'occasion de l'adoption du Rapport du passage du Cameroun au 4e cycle de l'Examen périodique universel (EPU) le 26 mars 2024, six

sont en consonance avec la thématique de l'édition 2025 de la Journée internationale des personnes en situation de handicap. Elles sont reproduites dans sa Déclaration de ce jour et toutes ont été ventilées par la CDHC aux structures de l'État, ainsi qu'aux OSC, chacune en ce qui la concerne.

La Commission réitère ses recommandations formulées à l'occasion de l'édition 2024 de la Journée internationale des personnes en situation de handicap, notamment au Gouvernement d'accroître l'effort budgétaire en faveur des administrations et des structures publiques chargées du bien-être, de l'éducation, de la santé et du développement social des personnes en situation de handicap, pour améliorer leur participation effective au développement durable, tant au niveau local que national.

La Commission réitère ses recommandations formulées à l'occasion de l'édition 2024 de la Journée internationale des personnes en situation de handicap, notamment sa recommandation aux collectivités territoriales décentralisées de s'approprier le Guide du développement local inclusif au Cameroun (GDLI), afin de rendre effective la participation de tous les acteurs locaux – y compris les personnes en situation de handicap – au travail collectif de développement local en intégrant, de façon transversale, leurs besoins spécifiques dans les politiques locales de développement.

La Commission recommande spécifiquement au MINEDUB, au MINESEC, au MINESUP ainsi qu'aux structures publiques et privées chargées de la formation de recruter plus de spécialistes et de créer plus d'écoles inclusives, tant en milieux urbain que rural, pour satisfaire la demande croissante d'assistance des personnes en situation de handicap.

Celcom/Cdhc

La Commission demeure vivement préoccupée par la persistance de discriminations dans l'accès à l'éducation (en particulier la rareté des manuels scolaires en braille), à l'emploi et aux soins de santé pour les personnes vivant avec un handicap ; des discriminations qui affectent de manière disproportionnée les enfants en situation de handicap, spécialement en milieu rural.

Extrait de la déclaration de la CDHC du 3 décembre 2025 à télécharger sur www.cdhc.cm.

Victime ou témoin d'une violation des Droits de l'homme ? Je dénonce en appelant gratuitement le **1523**

[+237 222 22 85 11 7](tel:+237222285117)
[+237 222 22 85 11 7](tel:+237222285117)
cdhc.cdhc2015@gmail.com
www.cdhc.cm

■Kanguka 2025 au Bénin

La vague spirituelle qui bouleverse les cœurs

Une campagne d'éveil marquée par la présence de Samuel Eto'o et un message central : seul Jésus comble le vide intérieur a eu lieu à Zinvié, un village loin de Cotonou au Bénin.

Le soleil n'avait pas encore atteint son zénith que déjà, l'esplanade destinée à accueillir la grande campagne évangélique Kanguka s'emplissait d'une foule compacte. Jeunes, adultes, familles entières, certains venus de très loin, se pressaient dans une atmosphère où ferveur et curiosité se mêlaient. À mesure que les minutes s'écoulaient, un frémissement gagnait les rangs : la conviction qu'il se préparait ici quelque chose de plus profond qu'un simple rassemblement religieux. C'était un appel, presque une secousse spirituelle, fidèle à ce que signifie Kanguka : «Réveille-toi».

Un décor vibrant et une organisation millimétrée

De grandes tentures blanches ondulaient sous le vent, contrastant avec la scène illuminée de projecteurs sobres. À l'arrière, une équipe de jeunes bénévoles s'affairait, tandis que les chants de louange montaient déjà depuis les haut-parleurs, réchauffant dou-



cement l'atmosphère. De temps à autre, un murmure traversait l'esplanade, preuve que l'attente n'était rien à la concentration des fidèles venus chercher une parole, une réponse, une délivrance.

L'organisation, minutieuse, témoignait de la maturité prise par le mouvement Kanguka au fil de ses tournées africaines. Un mouvement devenu, en quelques années, une force spirituelle transnationale, portée par une vision claire : amener l'homme à

confronter son vide intérieur et à trouver, non pas dans les mirages du monde, mais en Jésus-Christ, une paix durable.

Un public divers, uni par une même quête

L'un des traits les plus marquants de cette campagne était la diversité visible du public. On y apercevait des jeunes cadres, des mères de famille tenant leurs enfants par la main, des commerçants, des étudiants, et même des per-

sonnes venues en groupes organisés depuis des villes éloignées. Tous semblaient animés par une quête silencieuse : la recherche d'un sens qui dépasse la réussite matérielle ou les attentes sociales.

La soif de sens transparaissait sur les visages. Certains levaient les mains, d'autres laissaient couler des larmes discrètes. L'ambiance n'était pas celle d'une foule excitée, mais d'âmes rassemblées autour d'une même urgence intérieure.

Des prédications profondes sur la fragilité humaine

Lorsque les prédicateurs prirent la parole, le silence se fit presque religieux. Pas un bruit, hormis le souffle du vent qui traversait les rangées. Le premier orateur raconta l'histoire d'un homme qui avait tout gagné — argent, influence, confort — mais qui se couchait chaque nuit avec une sensation d'inachevé. «*Il manquait quelque chose*», lança-t-il, «*quelque chose que même ses millions ne pouvaient acheter : la paix du cœur*».

Ces récits, ponctués de références bibliques, visaient un point précis : montrer que l'homme, malgré toute sa volonté, ne peut remplir par lui-même le vide qui le ronge parfois. Un vide qui prend la forme de l'angoisse, du mal-être, de la solitude ou du doute existentiel. «*Ce vide, seul Jésus-Christ peut le combler*», insista un autre prédicateur, reprenant le leitmotiv de la campagne.

Loin des discours abstraits, les messages se voulaient concrets. Ils parlaient de vie quotidienne, de pressions sociales, de tentations d'isolement, de promesses trompeuses de la richesse. Chaque mot semblait frapper une corde sensible dans le cœur des participants.

L'arrivée de Samuel Eto'o : entre émotion et symbole puissant

Il était près de 17 heures lorsque la rumeur se propagea dans la foule. Un mouvement, d'abord discret, fit tourner les têtes : Samuel Eto'o venait d'arriver. Sans escorte excessive ni discours préparé, l'ancien capitaine des Lions Indomptables avançait len-





tement, serrant quelques mains au passage, le visage lumineux mais humble. Sa présence créa une onde de choc silencieuse, mêlée d'admiration et d'étonnement.

Pour beaucoup, cette apparition n'était pas anodine. Voir une icône du football mondial — dont la carrière est jalonnée de triomphes, de trophées prestigieux et de richesses matérielles — se joindre à un rassemblement axé sur le salut intérieur, donnait une résonance singulière au message du jour. Eto'o, par sa simple présence, rappelait que la réussite terrestre ne suffit pas toujours à remplir les profondeurs de l'âme. Il s'exprima brièvement, dans un ton calme et

posé : *« Nous avons tous un besoin profond : la paix intérieure. Et cette paix, je le crois, ne s'achète pas. On la trouve dans la foi, dans l'humilité et dans la vérité de Jésus-Christ. »*

Ces mots, simples mais sincères, furent accueillis par une salve d'applaudissements, certains visiblement émus de voir une telle figure reconnaître publiquement sa dépendance à Dieu.

Le cœur du message : la richesse matérielle a des limites

Au fil de la soirée, les interventions se succédèrent, toutes convergeant vers une même vérité : la quête maté-

rielle, si légitime soit-elle, n'a jamais garanti la paix intérieure. Les prédicateurs dénonçaient la course effrénée aux biens, aux apparences, aux signes extérieurs de réussite. Une course qui, paradoxalement, laisse souvent l'homme plus inquiet que rassasié.

« Le monde promet beaucoup, mais donne peu », résuma un intervenant. *« Jésus, lui, promet la vie — et il la donne réellement. Pas une vie de luxe, mais une vie d'équilibre, de sens, de paix profonde. »* C'était là tout le sens de Kanguka : amener chacun à regarder honnêtement son cœur et à reconnaître que le vrai bonheur ne vient pas de l'extérieur, mais d'une rencontre per-

sonnelle avec le Christ.

Une atmosphère de guérison et de libération

À mesure que le soleil s'effaçait derrière l'horizon, l'atmosphère devenait encore plus intense. Des chants d'adoration s'élevaient, portés par un chœur vibrant. Certains fidèles, libérés de leurs retenues, se mettaient à genoux, d'autres levaient les yeux vers le ciel comme pour laisser leurs blessures s'envoler.

Plusieurs témoignages furent partagés : des personnes guéries de dépressions profondes, d'autres ayant retrouvé la paix après des années d'errance intérieure. Les organisateurs

parlaient d'une *« soirée de visitation »*, comme si un souffle particulier traversait le rassemblement.

Un impact qui dépasse les frontières du religieux

Ce qui frappe dans Kanguka, c'est sa portée sociale. Le mouvement, à travers ses campagnes successives, attire non seulement des chrétiens pratiquants, mais aussi des personnes en quête personnelle, des jeunes en perte de repères, des familles fragilisées. Il ouvre un espace de dialogue intérieur que peu d'événements contemporains parviennent à créer.

La présence de Samuel Eto'o, au-delà de sa dimension symbolique, a montré que la quête spirituelle transcende les catégories sociales, les parcours personnels, et les niveaux de réussite. Elle rappelle que la vulnérabilité humaine est universelle — et que le besoin de Dieu l'est tout autant.

Une conclusion pleine d'espérance

Lorsque la soirée prit fin, la foule se dispersa lentement, comme si chacun voulait prolonger un peu la chaleur spirituelle ressentie. Dans les yeux des participants, quelque chose avait changé : une paix plus visible, une sérénité retrouvée, ou simplement l'intime conviction que le chemin vers une vie plus profonde commence par une rencontre — celle avec Jésus-Christ.

Kanguka n'aura donc pas été seulement un événement spirituel. Il aura été un miroir tendu vers une société en quête de sens, une invitation à sortir du tumulte pour regarder le cœur, et un rappel puissant : la richesse matérielle, si brillante soit-elle, reste incapable de combler le vide intérieur. Seul le Christ le peut.

Alex MBEMA

■ Décès de Georges Anicet Ekane

Entre émotion publique et polémique politique, Paul Atanga Nji brise le silence

Au lendemain du décès en détention de Georges Anicet Ekane, figure emblématique de la scène politique camerounaise, les réactions se multiplient et les interprétations s'entrechoquent. Dans un climat chargé d'émotion, où se mêlent indignation, tristesse et lectures partisans, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a choisi de sortir de sa réserve.



pul l'interpeller le soir même. Les preuves étaient tangibles», martèle Paul Atanga Nji. Mais l'interpellation n'a eu lieu qu'après une série de réunions et de communiqués, affirme-t-il, insistant sur la patience et la retenue des forces de sécurité.

L'ombre des années 1990 : un rappel historique

Dans une dimension plus analytique, le ministre replace les agissements d'Ekane dans une continuité historique. Il affirme avoir croisé le militant et son entourage dès 1992, lors de la période électorale particulièrement tendue qui avait vu l'émergence de mouvements contestataires à Douala.

«Ils ont fait la même chose en 1992. Les mêmes personnes, les mêmes méthodes. Ils demandaient qu'on brûle tout. Ils avaient même instauré des cartons rouges et jaunes pour semer la confusion dans la ville», rappelle Paul Atanga Nji. Ce rappel fonctionne comme un argument de fond : selon lui, Ekane n'en était ni à sa première prise de position radicale, ni à une tentative d'instrumentaliser des tensions politiques.

La question de la maladie : un débat juridique et moral

L'un des points les plus controversés porte sur l'opportunité d'une détention préventive d'un homme connu pour être malade. Sur ce sujet, Paul Atanga Nji se montre inflexible : *«Être malade n'est pas un passe-droit. Sinon, tous les malades pourraient violer la loi et s'y soustraire. La loi s'applique à tout le monde.»* Il assure que le détenu a été suivi par des médecins compétents,

Dans une interview accordée au journaliste Jean Atangana, de la chaîne de télévision de la Présidence de la République, il livre un récit dense, parfois personnel, toujours tranchant, entendant «rétablir les faits» face à ce qu'il qualifie d'«amalgames persistants».

Ce long entretien, rare par sa tonalité, éclaire la position de l'État, mais offre aussi un aperçu des relations complexes entre le ministre et le défunt. Une mise au point qui, par son ampleur, cherche autant à déconstruire certains récits qu'à replacer la disparition d'Ekane dans un cadre institutionnel et sécuritaire plus large.

Une disparition qui agite l'opinion

La mort d'Anicet Ekane en détention a rapidement enflammé le débat public. Sur les réseaux sociaux, les soutiens du militant ont dénoncé une mort «politique»,

certaines allant jusqu'à le qualifier de «héros» ou de «martyr».

Une sémantique qui, pour Paul Atanga Nji, brouille la compréhension des faits et construit de la confusion dans l'opinion.

Dès les premières minutes de l'entretien, le ministre interrompt toute tentative d'héroïsation : *«Ce n'est pas un martyr. Jésus-Christ seul est mort pour sauver l'humanité. On ne peut pas prendre des actes illégaux et les transformer en héroïsme.»*

Une manière de cadrer le débat avant de revenir sur les circonstances, non pas du décès, mais des actes qui ont conduit Ekane devant la justice.

Un lien personnel, mais pas une proximité politique

Face aux interprétations selon lesquelles il aurait entretenu une relation amicale avec Ekane, Atanga Nji est catégorique : *«C'était une*

connaissance, pas un ami.» Cette nuance, répétée à plusieurs reprises, souligne sa volonté de dissocier l'humain du politique, l'empathie de la complaisance.

Il raconte l'avoir rencontré au Centre hospitalier universitaire il y a environ un an, alors que le militant traversait une grave crise de santé.

Le ministre explique avoir répondu à un message d'urgence, s'être rendu à son chevet, avoir apporté une assistance et, surtout, avoir prononcé des mots qu'il considère aujourd'hui comme prophétiques : *«Anicet, votre âge ne vous permet plus de faire le désordre. Toute votre vie, vous vous êtes retrouvé du mauvais côté où on pille, on vandalise, on ébranle la République.»*

Cette séquence, très personnelle, sert au ministre à illustrer deux idées :

— une aide spontanée, presque compassionnelle ;
— une mise en garde res-

tée, selon lui, sans effet.

Le point de bascule : l'épisode de la présidentielle

Le cœur des accusations formulées par le ministre concerne les événements post-électorales récents. Paul Atanga Nji retrace minutieusement ce qu'il considère comme une série d'actes juridiquement et moralement inacceptables. Il accuse Ekane, aux côtés de Djeukam Tchameni, d'avoir :

1. Proclamé illégalement la victoire d'un candidat, alors même que les bureaux venaient de fermer ;

2. Diffusé un communiqué appelant l'armée, la gendarmerie et la police à confirmer ces résultats fictifs ;

3. Tenté de mobiliser des jeunes avec l'aide de substances prohibées ;

4. Lancé un appel à l'insurrection, au nom d'une prétendue victoire à «récupérer».

«C'est un acte d'une extrême gravité. Nous aurions

bénéficiant des soins nécessaires. Et rappelle que de nombreuses personnes en traitement sont également détenues lorsque leurs actes posent problème au regard de la loi.

Entre fermeté institutionnelle et regret humain

Malgré la dureté du discours, le ministre exprime un regret : *«Je suis de ceux qui pensent qu’il ne devait pas mourir dans cette situation. Paix à son âme.»*

Cette phrase, isolée au milieu d’un propos très ferme, donne une dimension humaine à son intervention, tout en montrant qu’elle ne modifie en rien sa lecture institutionnelle des faits. L’État, dit-il, a fait son travail. Les enquêteurs également. Et la justice devait poursuivre son action.

Un message final tourné vers l’opinion : “la vérité, rien que la vérité”

La conclusion de Paul Atanga Nji tourne autour d’un seul mot : clarification. Clarification des relations, des circonstances, des responsabilités, du rôle des forces de sécurité, de la nature des actes reprochés. *«Il faut éviter l’amalgame. Il n’est ni un héros, ni un martyr»*, insiste le ministre de l’Administration territoriale. À travers cette mise au point, le ministre cherche à désamorcer un récit qui, selon lui, s’éloigne dangereusement des faits et crée une perception erronée au sein de l’opinion publique.

Dans un pays où la mémoire politique reste sensible et où chaque disparition d’une figure engagée prend une dimension symbolique, cette intervention vise à recentrer l’analyse sur les éléments factuels et les exigences de l’État de droit.

Ainsi, au-delà de la personne d’Anicet Ekane, c’est la question plus large de la responsabilité politique, de la légalité des actes publics, et du rapport entre engagement et stabilité institutionnelle qui se trouve au cœur du discours de Paul Atanga Nji.

Henri Donatien AYANG

■ Décès de Georges Anicet Ekane Retour sur une accusation infondée «d’assassinat» visant Paul Atanga Nji

Une rumeur virale aux origines floues a indexé le ministre de l’Administration territoriale, Paul Atanga Nji, d’être «l’assassin» du leader du Manidem, Georges Anicet Ekane. Les faits démontrent le contraire.

À peine la nouvelle du décès d’Anicet Ekane confirmée au Centre médical militaire du Secrétariat d’État à la Défense (SED) à Yaoundé, une rumeur spectaculaire s’est propagée sur les réseaux sociaux. Selon cette accusation, le ministre de l’Administration territoriale, Paul Atanga Nji, aurait «assassiné» le leader du Manidem en retenant son extracteur d’oxygène. Une thèse devenue virale sans que personne ne semble s’interroger sur sa cohérence.

Pourtant, un simple examen factuel suffit à démonter cette construction narrative. Comment le ministre aurait-il pu confisquer un appareil qui se trouvait... dans le véhicule du chauffeur d’Anicet Ekane, au moment de son interpellation?

Une procédure strictement conduite par le Tribunal militaire

Contrairement aux insinuations diffusées en ligne, le ministre de l’Administration territoriale n’a joué aucun rôle dans la procédure ayant conduit à l’interpellation d’Anicet Ekane.

Selon des sources judiciaires confirmées par le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire de Yaoundé, c’est ce dernier – et non le MINAT – qui a initié et supervisé les poursuites visant Anicet Ekane, le Pr Calvin Aba’a Oyono, Dominique Djeukam Tchameni ainsi que le chauffeur Njoya Arouna.

Les arrestations ont été réalisées par le



Groupement de gendarmerie de Douala, suivant un ordre du Commissaire du Gouvernement. Les mis en cause ont ensuite été transférés au SED, tandis que le chauffeur était écroué à la prison centrale de Douala. Aucun élément ne permet d’établir un lien, ni direct ni indirect, entre ces opérations et le ministère de l’Administration territoriale.

La question de l’extracteur d’oxygène : les faits

La polémique est pourtant née de là : l’extracteur d’oxygène qu’utilisait régulièrement Anicet Ekane. Les faits sont établis : lors de son interpellation, l’appareil se trouvait dans la boîte à gants du véhicule conduit par son chauffeur, Njoya Arouna.

C’est uniquement après une requête formelle adressée par l’avocat d’Anicet Ekane au commandant de la légion de gendarmerie du Littoral que l’extracteur a été récupéré sur place, puis trans-

mis à Yaoundé.

Ironiquement, l’appareil n’a finalement pas été utilisé, la chambre médicale attribuée à l’opposant au Centre médical militaire du SED étant déjà équipée d’un dispositif médical plus performant.

Une accusation sans fondement démentie par les autorités

Malgré ces éléments vérifiables, certains internautes ont continué d’alimenter la thèse d’un «assassinat par privation d’oxygène». Une accusation devenue d’autant plus virale qu’elle s’inscrivait dans un climat émotionnel fort. Les communiqués officiels du Commissaire du Gouvernement et du ministère de la Communication sont pourtant sans ambiguïté : ni le ministre Paul Atanga Nji, ni le ministère de l’Administration territoriale, n’ont été associés de près ou de loin à l’interpellation, à la garde à vue ou à la prise en charge mé-

dicale d’Anicet Ekane.

Il est par ailleurs rappelé que la gendarmerie nationale ne relève pas de la tutelle du MINAT, ce qui rend matériellement impossible toute intervention du ministre dans la gestion opérationnelle du dossier.

Une polémique alimentée par l’émotion

Comment une telle rumeur a-t-elle pu prospérer, malgré l’absence de preuves ? Plusieurs observateurs pointent le mélange d’émotion collective et de défiance politique qui a entouré la disparition du leader du Manidem. Dans ce contexte, certains acteurs, portés par un désir manifeste de nuire à la réputation du ministre, ont contribué à amplifier des spéculations dénuées de logique comme de fondement.

Les responsabilités établies

Aujourd’hui, les clarifications apportées par les autorités judiciaires permettent de replacer les responsabilités là où elles se trouvent. C’est bien le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire qui, après étude du dossier, a décidé : de libérer le Pr Calvin Aba’a Oyono et de placer Dominique Djeukam Tchameni en détention provisoire à la prison centrale de Kondengui pour *«atteintes à la sûreté de l’État et autres»*.

Quant à Paul Atanga Nji, aucune implication, même indirecte, n’a été établie dans les faits ayant conduit au décès d’Anicet Ekane.

H.D.A

■Mbalam

Le projet minier qui redessine l’avenir économique du Cameroun

Le soleil à peine levé sur le massif forestier du Haut-Nyong, le site minier de Mbalam vibrait déjà d’une activité continue. Pelleuses en action, camions en rotation, ouvriers casqués s’affairant sur les structures en construction : ce jeudi 4 décembre 2025, la visite du chantier a offert un aperçu net d’un projet résolument lancé à pleine vitesse.

Plus qu’un simple projet minier, Mbalam s’impose de plus en plus comme l’un des leviers stratégiques du développement industriel du Cameroun.

À ce stade des travaux, 140 employés — dont 70 recrutés directement dans les villages environnants — s’activent principalement à l’édification du mur de soutènement qui servira de colonne vertébrale pour l’acheminement du minerai vers l’usine en cours d’installation. Un ouvrage crucial, conçu pour supporter les flux massifs d’un minerai appelé à intégrer rapidement les circuits internationaux.

Les recrutements, eux aussi, suivent cette dynamique. Dès janvier 2026, de nouvelles vagues d’embauche sont annoncées, avec une priorité accordée aux jeunes de Mbalam, Ngoyla et de l’ensemble du département du Haut-Nyong. Dans ces localités longtemps confrontées au chômage structurel, l’arrivée du projet prend des airs de véritable respira-



tion économique.

2026, année charnière: les premiers minéraux en route vers Kribi

L’objectif fixé par les promoteurs est sans ambiguïté : «dès 2026, les premiers convois de minerai quitteront Mbalam pour le port en eau profonde de Kribi», rassure Patrick Tchouwa, responsable de l’ad-

ministration et des relations publiques de Cameroon Mining Company. À moyen terme, la montée en puissance devrait permettre d’atteindre un régime de croisière de 25 millions de tonnes par an. Une performance rendue possible par l’un des chantiers les plus structurants du projet : la future voie ferrée Mbalam-Kribi, destinée à fluidifier le transport du mi-

nerai et à soutenir durablement la logistique nationale.

Un minerai d’exception, un positionnement stratégique

Si Mbalam suscite autant d’attention, c’est en partie grâce à la qualité exceptionnelle de son minerai. Avec une teneur en fer estimée à 65 % et

des niveaux d’impuretés extrêmement faibles, il répond aux exigences de l’acier moderne, notamment celui produit avec une empreinte carbone réduite. À l’heure où les industries mondiales basculent vers des procédés plus propres, ce minerai «vertueux» offre au Cameroun une position compétitive rare sur le marché international.

Mbalam ne se contente pas d’exporter des matières premières : il se positionne dans le langage de l’industrie du futur, au cœur des standards environnementaux mondiaux.

Des retombées sociales déjà visibles

En marge des investissements techniques, les retombées sociales commencent à redessiner le quotidien des populations locales. Outre les emplois directs créés, le projet stimule désormais des investissements structurants : réhabilitation de routes, construction d’écoles, renforcement des centres de



santé, amélioration de l'accès à l'énergie. Des initiatives qui, selon les responsables du projet, s'inscrivent dans une logique d'accompagnement durable des communautés.

Autre avancée majeure : la transformation locale de 15 % du minerai. Une ambition qui permettra à terme de soutenir l'industrie camerounaise, de dynamiser le tissu manufacturier national et de réduire le coût des matériaux de construction importés.

Haut-Nyong : un territoire en pleine mutation

Longtemps classé parmi les zones les moins industrialisées du Cameroun, le Haut-Nyong vit aujourd'hui les prémices d'une renaissance économique. Les activités commerciales se densifient, les entreprises locales s'organisent, et les populations voient émerger des perspectives d'avenir jusque-là insoupçonnées.

À Mbalam, l'excitation est palpable : « *Le projet nous apporte d'abord du travail, mais aussi de l'espoir* », confie un jeune ouvrier rencontré sur le site. Pour beaucoup, ce gisement longtemps perçu comme un mirage minier est devenu une réalité tangible, un moteur de croissance désormais irréversible.

Un moteur de croissance déjà en marche

Loin des discours théoriques, Mbalam avance, se construit et s'enracine. Ce qui n'était qu'un ambitieux projet industriel devient un véritable pilier stratégique pour le Cameroun. Avec ses promesses d'emplois, de transformation locale, d'innovations logistiques et d'investissements sociaux, le site minier s'impose comme l'un des marqueurs majeurs de la transformation économique nationale.

Mbalam n'est plus un rêve suspendu. C'est un chantier vivant, un pôle industriel en gestation, et peut-être le futur cœur battant de l'économie camerounaise. Le prochain moteur de croissance du pays est déjà lancé — et il se construit ici, sur ces terres profondes du Haut-Nyong.

Flaubert KAMGA



■ 1ères Journées Portes Ouvertes

L'Hôpital Général de Yaoundé mise sur les soins gratuits et l'innovation pour renforcer la confiance du public

Du 08 au 10 décembre 2025, l'Hôpital Général de Yaoundé (HGY) se met en mode ouverture totale. Esplanade réaménagée, stands médicaux dressés, équipes renforcées, dispositifs techniques déployés : tout est prêt pour accueillir des milliers de visiteurs dans le cadre de ses 1ères Journées Portes Ouvertes, un événement d'envergure placé sous le signe de la prévention, de la proximité et de la gratuité.

L'initiative est inédite. Pour la première fois depuis sa création, l'un des plus importants hôpitaux de référence du Cameroun va au-devant des populations en proposant des consultations médicales et dépistages gratuits, accessibles sans aucune formalité préalable.

Plus qu'une simple activité sanitaire, c'est une démonstration d'ouverture et de transparence, portée par la nouvelle équipe managériale dirigée par le Pr Noël Emmanuel Essomba.

Un hôpital en pleine transformation : le «tournant Essomba»

Depuis son arrivée à la tête de l'hôpital, le Pr Noël Emmanuel Essomba a engagé une dynamique de modernisation perceptible à plusieurs niveaux. Cette



transformation, méthodique et structurée, s'articule autour de trois axes majeurs : la rénovation des infrastructures, la restructuration des services et la revalorisation du personnel.

1. Réhabilitation et modernisation des infra-

structures

L'Hôpital Général de Yaoundé, longtemps considéré comme un pilier vieillissant du système de santé, affiche aujourd'hui un nouveau visage.

Plusieurs travaux ont été menés ou lancés :

- rénovation des services critiques,
- réaménagement des blocs techniques,
- réhabilitation des salles d'hospitalisation,
- acquisition d'équipements médicaux de pointe,
- amélioration de la signalisation et des circuits internes,
- valorisation des espaces publics pour un meilleur confort des patients.

Ces avancées ont permis de fluidifier les prises en charge, de réduire les goulots d'étranglement et d'améliorer l'expérience

globale des usagers.

2. Réorganisation des services et innovation managériale

Sur le plan organisationnel, le Pr Essomba a misé sur un management moderne :

- clarification des responsabilités,
- amélioration de la gestion des ressources,
- introduction d'outils de monitoring et d'évaluation,
- digitalisation progressive de certains processus,
- renforcement de la communication interne.

L'objectif : faire de l'HGY une structure plus efficace, plus responsive et plus focalisée sur les résultats.

3. Un personnel revalorisé et réengagé

Les réformes ont également porté sur l'humain. Dans un environnement hospitalier souvent marqué par la pression, les tensions et la surcharge de travail, les équipes ont perçu une amélioration notable :

- conditions de travail plus adaptées,
- reconnaissance professionnelle,
- dialogue social renforcé,
- formations et renforcement des compétences,
- implication du personnel dans la prise de décisions.

Ce climat a déclenché un regain de motivation, salué lors de la 2ème Assemblée Générale du personnel, tenue le 28 novembre dernier.

Une Assemblée Générale révélatrice: «nous





avons retrouvé le sens du service», confient les agents

La 2ème Assemblée Générale du personnel de l'HGY a constitué un moment charnière. Les échanges ont mis en lumière un élément important : la majorité du personnel re-

connaît aujourd'hui des changements palpables, visibles et mesurables. Plusieurs intervenants ont relevé :

- un meilleur suivi des patients,
- un respect accru des normes de qualité,
- une disponibilité plus

régulière du matériel,

- un encadrement dynamique et accessible,
- un retour de la confiance dans le management.

Pour beaucoup, la nouvelle direction a su redonner un cap clair à l'hôpital. «On sent qu'il y a une vision. On sent qu'il y a une

volonté d'améliorer les choses», confie un infirmier du service de Médecine interne.

Le Pr Essomba, pour sa part, a réaffirmé son engagement : l'hôpital doit continuer à se transformer, sans ralentir le rythme.

Les Journées Portes Ouvertes : une innovation majeure pour humaniser les soins

L'organisation de ces Journées Portes Ouvertes n'est pas un simple événement ponctuel. Elle s'inscrit dans une stratégie globale d'humanisation des soins, prônée par le Pr Essomba.

Gratuité : un geste fort pour les populations

Pendant trois jours, les populations auront accès gratuitement à un panel varié de prestations :

- consultations générales et spécialisées,
- dépistage du diabète et de l'hypertension,
- dépistage de certains cancers,
- dépistages cardiovasculaires,
- conseils nutritionnels,
- éducation thérapeutique,
- orientation vers des services spécialisés selon les cas.

Cette opération vise non seulement à détecter précocement les maladies, mais aussi à sensibiliser les citoyens sur leurs habitudes de vie.

Une mobilisation exceptionnelle du personnel médical

Médecins, infirmiers, psychologues, pharmaciens, techniciens de laboratoire et personnels administratifs se mobilisent dans une synergie rarement observée. L'objectif est clair : offrir un service professionnel, rapide et accessible à tous, sans distinction.

Le grand rendez-vous

du 10 décembre : une conférence publique pour tout dire

Le point culminant de ces Journées Portes Ouvertes reste la grande conférence publique du mercredi 10 décembre 2025 à 10h00, présidée par le Pr Noël Emmanuel Essomba. Cette rencontre sera un moment de communication directe avec le public, avec certainement au programme :

- la présentation des innovations récentes,
- l'état des lieux des performances de l'hôpital,
- l'explication des chantiers en cours,
- les réponses aux questions du public,
- l'annonce des grandes orientations pour les prochaines années.

Le Pr Essomba devrait également y dévoiler la feuille de route stratégique de la direction générale, articulée autour de la modernisation technologique, de l'amélioration du service aux patients et du renforcement de l'attractivité de l'hôpital.

Un hôpital tourné vers l'avenir

Les 1ères Journées Portes Ouvertes de l'Hôpital Général de Yaoundé ne sont pas qu'un événement : elles constituent un signal fort, celui d'une institution qui se réinvente et se rapproche de ses usagers. Elles traduisent une conviction centrale du Pr Noël Emmanuel Essomba : un hôpital performant est un hôpital ouvert, moderne, humain et à l'écoute.

Grâce à cette dynamique, l'HGY se positionne progressivement comme un modèle national en matière de gestion hospitalière, d'innovation et de qualité de soins. Pour beaucoup, l'hôpital vit une véritable renaissance, portée par un leadership déterminé et une équipe de plus en plus engagée.

Alex MBEMA



HÔPITAL GÉNÉRAL DE YAOUNDÉ

1ères Journées Portes Ouvertes

Du 08 au 10 Décembre 2025
De 8h à 16h

Au programme :

- Consultations gratuites dans toutes spécialités
- Conférence publique
- Visite des Services

Thème : "L'Hôpital Général de Yaoundé au coeur de l'excellence et du modernisme des soins en Afrique Centrale"



Infoline : +237699465686 / +237671766712 - www.hopitalgeneraldeyaounde.cm